

Quant à la diffusion par voie ou par support électronique, le mécanisme de la concession exclusive de service public, qui avait été introduit en 1991, est à nouveau retenu mais assoupli : des licences de rediffusion peuvent être délivrées moyennant rémunération et le respect par le diffuseur d'exigences d'intérêt général.

Ce décret a aussitôt suscité de vives critiques : pour l'essentiel, il placerait les données juridiques sous monopole étatique et porterait en tout cas atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie pour abus de position dominante.

En réponse, le Conseil d'État (17 décembre 1997, Ordre des avocats à la cour d'appel de Paris) a jugé que "le décret ne fait pas obstacle au libre accès des tiers aux documents juridiques ni à leur transformation en bases de données, ni à la commercialisation des bases de données que ces tiers auraient créés".

Il n'en demeurerait pas moins que le périmètre du site gratuit créé par le concessionnaire à côté du site payant était fort limité et que la chancellerie continuait à apporter un concours financier à une société privée pour la production d'une base de jurisprudence et à régler les consultations par les magistrats eux-mêmes de leur propre jurisprudence. Surtout, l'accès au droit, qui postule la gratuité, à tout le moins un faible coût, des données brutes, s'en trouvait considérablement entravé. Plusieurs étapes allaient alors marquer la reconnaissance de l'accessibilité au droit ou, plus exactement désormais, la diffusion du droit, comme mission de service public et contribuer à la redéfinition du service public de la diffusion du droit par l'internet.

d) L'arrêt précité du Conseil d'État a considéré "que la mise à la disposition et la diffusion de textes, décisions et documents juridiques de la nature de ceux mentionnés à l'article 1er précité du décret attaqué, dans des conditions adaptées à l'état des techniques, s'appliquant, sans exclusive ni distinction, à l'ensemble de ces textes, décisions et documents - et notamment de ceux dont la diffusion ne serait pas économiquement viable - et répondant aux exigences d'égalité d'accès, de neutralité et d'objectivité découlant du caractère de ces textes, constituent, par nature, une mission de service public au bon accomplissement de laquelle il appartient à l'État de veiller". Tout est dit. Confortant cette consécration, le Conseil constitutionnel devait, dans sa décision n° 99-421 DC du 16 décembre 1999 relative à la loi portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes, saisir l'occasion d'énoncer "l'objectif de valeur constitutionnelle d'accessibilité et d'intelligibilité de la loi".